

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Mamoudzou, le 08 septembre 2025

L'économie de Mayotte au 2^e trimestre : Un environnement économique incertain

Après un premier trimestre marqué par une reprise lente et progressive de l'activité économique, la reconstruction post-Chido peine à se traduire dans l'évolution de l'activité.

Un environnement incertain qui pèse sur le moral des chefs d'entreprises

L'**Indicateur du climat des affaires (ICA) est en baisse** de 5,1 points et se positionne à 104,8. La dégradation des niveaux de trésorerie affecte particulièrement la confiance des chefs d'entreprises, dont 20 % signalent craindre une défaillance à horizon un an. Ces derniers anticipent une légère reprise de l'activité au prochain trimestre.

Sur un an, de juin 2024 à juin 2025, l'**indice des prix à la consommation (IPC) augmente** de 1,1 % à Mayotte, se rapprochant du niveau national. L'inflation est tirée en premier lieu par la hausse des prix de l'alimentation (+4,4 %).

La **consommation des ménages semble est atone**. Les importations de produits courants et de produits d'équipement du foyer sont en baisse de respectivement 1,2 % et 13,4 % par rapport au premier trimestre. Les crédits à la consommation progressent pour leur part de 7,6 %, dont une partie est en fait dédiée à de l'investissement immobilier.

Les **importations continuent de progresser** au deuxième trimestre 2025 (+21,2 %, après +22,8 % au trimestre précédent). Elles sont tirées par les importations de biens intermédiaires (+16,3 %) et par celles de biens d'investissement (+14,8 %). Le ratio de couverture est de 1,7 %.

Les trésoreries fragilisées affectent l'activité économique de tous les secteurs

Le secteur du BTP connaît une légère amélioration de son activité. Les carnets de commandes demeurent remplis mais le secteur souffre d'insuffisance en matière de trésorerie. Seul le BTP anticipe une conjoncture favorable au troisième trimestre 2025.

Le commerce accuse une forte chute de son activité, avec des trésoreries et des effectifs en recul. Les stocks de produits finis sont très faibles, ce à quoi s'ajoute les problématiques concernant l'approvisionnement.

L'activité dans **les services marchands** continue de progresser. Tous les indicateurs sont au vert, exceptées les trésoreries qui restent la principale préoccupation des chefs d'entreprise du secteur.

L'**Institut d'émission des départements d'outre-mer** assure le rôle de banque centrale dans les cinq départements d'outre-mer (Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte), ainsi que dans les collectivités de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Barthélemy et Saint-Martin et des TAAF, dont la monnaie est l'euro. Il exerce ses missions de banque centrale « au nom, pour le compte et sous l'autorité de la Banque de France ». L'IEDOM exerce également des missions de service public qui lui ont été confiées par l'État. Par ailleurs, Il assure le rôle d'observatoire économique et financier des économies ultramarines.

Nos publications et statistiques sont téléchargeables sur le site www.iedom.fr

Contact presse : D. ALI CHARIF - tél : 02 69 61 05 05, daoulab.alicharif@iedom.fr